



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

(C.C.T.P)

Procédure de passation du marché :

APPEL D'OFFRES OUVERT

Articles L. 2124-2, L. 2125-1-1°, R. 2124-2 1°, R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2162-2§2, R. 2162-4§2°, R. 2162-13 à R. 2162-14, du Code de la Commande publique

Réf. : 25-A.O.I-04

Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte 14 feuillets numérotés de 1 à 14 incluant 6 annexes techniques :

N° de l'annexe	Intitulé des annexes
Annexe financière n°1	Bordereau des prix (valant annexe à l'acte d'engagement)
Annexes Techniques incluses dans le présent C.C.T.P	↪ Annexe technique n°1a : Modèle conceptuel de données
	↪ Annexe technique n°1b : Modèle physique de données
	↪ Annexe technique n°1c : Dictionnaire de données
	↪ Annexe technique n°1d : Description des actions et des services métiers du système
	↪ Annexe technique n°1e : Dossier des spécifications techniques
	↪ Annexe technique n°1f : Manuel administrateur
Annexe A	Modèle du contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles

Pouvoir Adjudicateur :

AGENCE DE L'EAU ARTOIS - PICARDIE
200, rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - BP 80818 - 59508 DOUAI Cedex
Tél. : 03.27.99.90.00 / Fax : 03.27.99.90.15
www.eau-artois-picardie.fr
SIRET : 185 911 781 00028

Objet du marché :

Tierce maintenance du site internet « Portail de bassin Artois-Picardie »

- ↪ Marché de services
- ↪ Code nomenclature : 67.0F – Maintenance logicielle (hors appareils de mesures et photocopieurs)
- ↪ Classification CPV :
 - 72212220 - Services de développement de logiciels de gestion d'internet et d'intranet
 - 72413000 - Services de conception de sites www (world wide web)
 - 48783000 - Logiciels de gestion de contenu

PLAN DÉTAILLÉ DU CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 – PRÉAMBULE	3
1.1 – L’Agence de l’Eau Artois – Picardie, « présente pour l’avenir de l’eau et le développement durable »	3
1.2 – Présentation du contexte de l’exécution du marché	4
ARTICLE 2 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ	5
2.1 - Objet du marché	5
2.2 - Durée du marché	5
ARTICLE 3 – OBJECTIFS ET CONTENU DES PRESTATIONS A RÉALISER	6
3.1 – Objectifs et contenu	6
3.2 – Organisation	6
3.3 – Documentation	6
3.4 – Garantie	6
3.5 – Architecture technique	7
ARTICLE 4 – NATURE DES PRESTATIONS ET LIVRABLES	8
4.1 – La prise de connaissance	8
4.2 – La maintenance corrective	8
4.3 – La maintenance évolutive et adaptative	10
4.3.1 – La maintenance adaptative	11
4.3.2 – La maintenance évolutive	11
4.4 – Le transfert de compétence (prestation de réversibilité)	13
4.5 – Contraintes	13
ARTICLE 6 – CONDITIONS ET LIEU D’EXÉCUTION ET DE LIVRAISON	14
6.1 – Délais de réalisation (et de réception définitive)	14
6.2 - Lieu d’exécution	14
6.3 – Exécution du marché	14
ARTICLE 7 – EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES	14

ARTICLE 1 – PRÉAMBULE

1.1 – L'Agence de l'Eau Artois – Picardie, « présente pour l'avenir de l'eau et le développement durable »

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie, établissement public administratif de l'État dont le siège est à Douai, emploie 146 agents. Elle assure dans le Bassin hydrographique Artois-Picardie la traduction locale de la politique nationale de l'eau. Ses missions fondamentales sont la protection, la préservation et la lutte contre la pollution de la ressource en eau et de l'ensemble des milieux aquatiques. La loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages de 2016, étend les missions des Agences de l'Eau à la biodiversité marine et terrestre.

Le Bassin Artois-Picardie, d'une superficie de 20 000 Km² pour une population de 4,8 millions d'habitants, couvre les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et une partie des départements de l'Aisne et de l'Oise : ce qui représente 2 461 communes.

Ses instances décisionnelles (instances de bassin), et notamment le Conseil d'Administration de l'agence de l'eau, sont représentatives des acteurs socio-économiques, dont elle est le partenaire local de la politique de l'eau : collectivités territoriales, représentants de l'État et usagers de l'eau (entre autres : industriels, agriculteurs, pêcheurs, associations de consommateurs et de protection de la nature).

L'Agence assure l'application des principes de prévention et de réparation des dommages à l'environnement (principe « pollueur / payeur » et « préleveur-payeur ») par l'établissement et la perception de redevances, auprès des personnes publiques ou privées, par exemple pour pollution de l'eau, modernisation des réseaux de collecte ou prélèvement sur la ressource en eau. Elles lui permettent d'attribuer des concours financiers sous forme de subventions ou d'avances remboursables aux personnes publiques ou privées pour la réalisation d'actions ou de travaux contribuant à la gestion équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie met en œuvre, sur le bassin Artois-Picardie, les objectifs, orientations et dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), en favorisant une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Le Conseil d'administration pilote l'activité de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et définit sa politique dans des programmes pluriannuels d'interventions, selon les dispositions du code de l'environnement.

Les programmes d'intervention de l'agence de l'eau sont régis par des cycles de 6 ans.

Le 12^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention (2025-2030), adopté le 15 octobre 2024 avec une dotation de 1,279 milliard d'euros pour les six prochaines années, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Ce 12^{ème} programme vise à accompagner tous les acteurs du bassin dans un effort commun pour accélérer l'atteinte du bon état des eaux fixés par la Directive Cadre sur l'Eau dans un contexte de changement climatique et de raréfaction de la ressource en eau en période estivale. Ses cinq principaux enjeux visent à :

- Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique des milieux aquatiques et des zones humides,
- Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisantes,
- S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,
- Protéger le milieu littoral et marin,
- Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Pour plus d'informations, consulter le site internet de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie :

www.eau-artois-picardie.fr

1.2 – Présentation du contexte de l'exécution du marché

Le système d'information sur l'eau (SIE) fédère un ensemble de partenaires coopérant dans le domaine de l'information environnementale publique sur l'eau, à travers un ensemble de projets coordonnés par la Direction de l'Eau du Ministère en charge de l'Environnement et de l'Ecologie.

Le système d'information sur l'eau a permis de construire une architecture de banques de données et de portails de services permettant la satisfaction des besoins des utilisateurs des données sur l'eau. La toile Eaufrance est l'outil de diffusion des données sur l'eau du système d'information sur l'eau. Cette toile est composée d'un ensemble de sites web. Le site www.eaufrance.fr correspond au point d'entrée central de la toile Eaufrance.

Des portails thématiques nationaux d'accès aux données offrent un accès aux données sur l'eau à destination des experts de chaque thématique.

Par exemple :

- Surveillances des eaux de surface continentales : [Bienvenue sur Naïades | Naïades \(eaufrance.fr\)](http://Bienvenue%20sur%20Naiades%20-%20Naiades%20(eaufrance.fr))
- Surveillance des eaux souterraines : www.adess.eaufrance.fr
- Surveillance des eaux littorales : [Quadrige \(eaufrance.fr\)](http://Quadrige.eaufrance.fr)
- Répertoire des données publiques de l'eau : [data.eaufrance \(ofb.fr\)](http://data.eaufrance.fr)
- Services d'eau et d'assainissement : www.services.eaufrance.fr
- Hydrométrie des cours d'eau : www.hydro.eaufrance.fr

Des portails multi thématiques à l'échelle d'un bassin ont pour objectif de fournir une vue intégrée des données sur l'eau à l'échelle du bassin.

Par exemple :

- Portail de bassin Adour-Garonne : www.adour-garonne.eaufrance.fr
- Portail de bassin Rhin-Meuse : [SIERM - Le portail des données sur l'eau du bassin Rhin-Meuse \(eaufrance.fr\)](http://SIERM-Le%20portail%20des%20donnees%20sur%20l'eau%20du%20bassin%20Rhin-Meuse%20(eaufrance.fr))
- Portail de bassin Seine-Normandie : www.seine-normandie.eaufrance.fr
- Portail de bassin Rhône-Méditerranée : www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr

Dans ce cadre, le portail de bassin Artois-Picardie a été mis en ligne le 24/01/2011, il est disponible à l'adresse www.artois-picardie.eaufrance.fr. Ce portail permet d'accéder aux principales informations et données sur l'eau et les milieux aquatiques dans le bassin Artois-Picardie. Les consultations publiques dans le domaine de l'eau ainsi que les arrêtés du préfet de Bassin y sont publiés.

La mise en œuvre de ce portail est pilotée conjointement par la DREAL de bassin Artois-Picardie et par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Il est composé de plusieurs applications distinctes :

- Un espace d'information du public « L'eau dans le bassin Artois-Picardie »
- Une application accessible au public « Espace de téléchargement des données »
- Un espace de travail collaboratif proposant un espace de partage de documents pour les partenaires du SIE du bassin Artois-Picardie

L'application « Espace de téléchargement des données » héberge une liste de points de mesure sur le bassin.

Les fonctionnalités suivantes sont proposées :

- Recherche d'un point de mesure par critères ou par une interface cartographique,
- Accès à la fiche du point de mesure,
- Visualisation de la localisation du point de mesure,
- Extraction des données du point de mesure depuis des services distants.

L'application « Espace de téléchargement des données » intègre également :

- Une application cartographique basée sur le GeoSIE (<https://forge.eaufrance.fr/projects/sie-geo-brick>),
- Un outil de gestion des métadonnées.

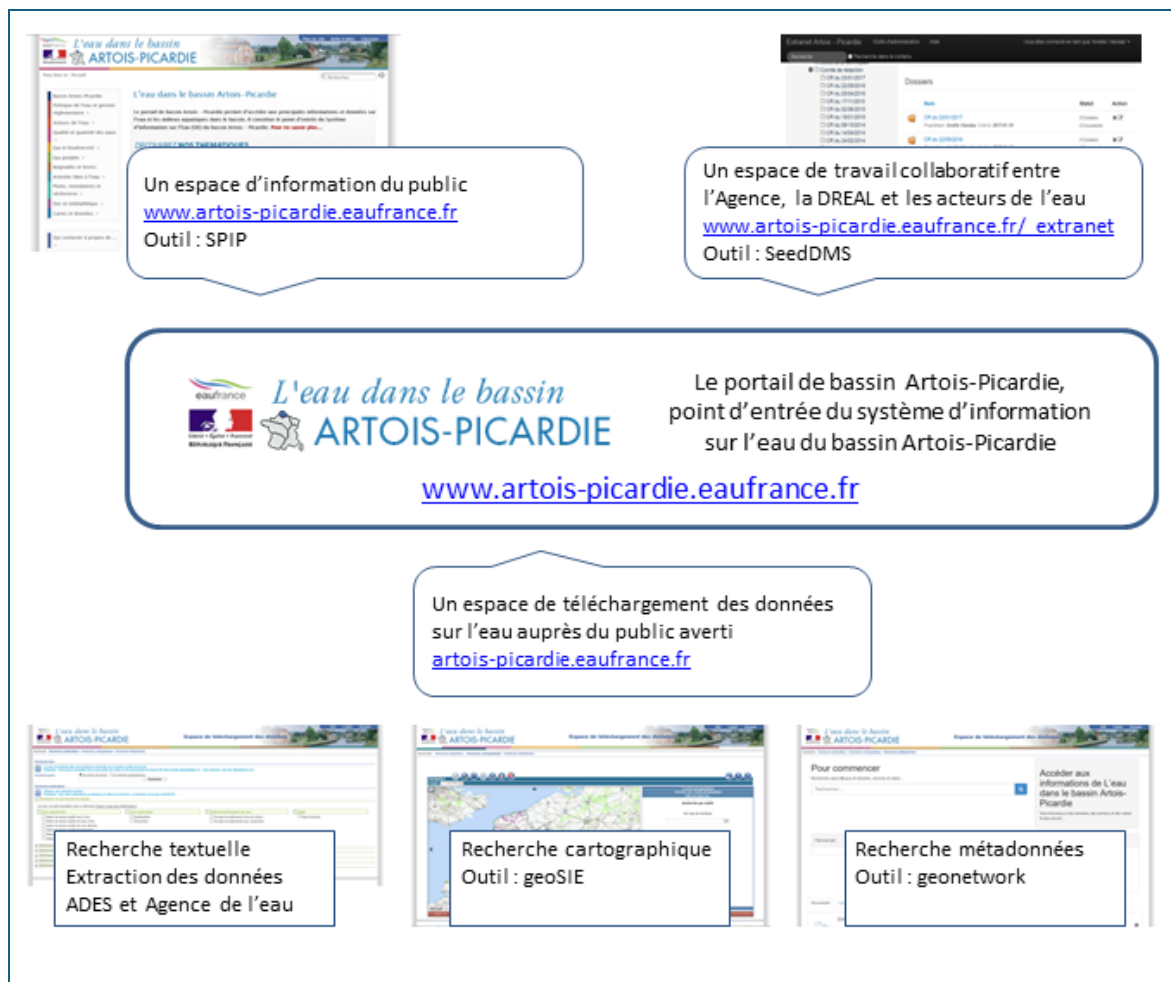


Figure 1 : vue schématique du portail de bassin Artois-Picardie pour un internaute

ARTICLE 2 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ

2.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la tierce maintenance du site Internet « Portail de Bassin Artois - Picardie » (<https://www.artois-picardie.eaufrance.fr>).

2.2 - Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de la date de notification au titulaire.

Le présent marché pourra être reconduit 3 fois par période d'un an par décision expresse chaque année au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Le cas échéant, la décision de non-reconduction sera notifiée dans un délai de deux mois avant la date d'échéance par la voie d'un courrier recommandé avec avis de réception.

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction du marché et ne saurait prétendre à aucune indemnité en cas de décision de non-reconduction du marché.

ARTICLE 3 – OBJECTIFS ET CONTENU DES PRESTATIONS A RÉALISER

3.1 – Objectifs et contenu

L'objectif du marché est la tierce maintenance du site Internet « Portail de Bassin Artois - Picardie » et la fourniture de prestations de maintenance adaptative et évolutive pour ce site.

Dans la suite de ce document, le site Internet du portail de bassin Artois-Picardie sera nommé PBAP.

3.2 – Organisation

Le pilotage du projet est assuré par l'Agence de l'Eau Artois - Picardie.

L'Agence de l'Eau désigne une personne en son sein en début de marché, qui assure la liaison entre le titulaire et les services de l'Agence de l'Eau (CPA).

Dans les huit jours suivant la notification et avant tout début d'exécution, le titulaire propose à l'Agence le chef de projet (CPT) sur la base de son offre.

L'Agence dispose d'un délai de huit jours pour accepter ou refuser tout chef de projet proposé dans le cadre du marché.

En cas de refus, le titulaire doit faire une nouvelle proposition dans un même délai de huit jours.

Sauf décision contraire, une refus ne prolonge pas les délais d'exécution du marché (cf. article 6 du Cahier des Clauses Administratives Particulières).

Le chef de projet désigné par le titulaire doit être maintenu, si possible, pour toute la durée du marché.

En cas de remplacement, le titulaire s'engage à le remplacer par une personne ayant à minima les mêmes compétences et la même expérience. Une période de recouvrement entre la personne sortante et la personne entrante doit être prévue afin d'assurer le transfert de compétence.

L'Agence dispose d'un délai de huit jours pour accepter ou refuser tout chef de projet proposé dans le cadre du marché.

3.3 – Documentation

La documentation du site est constituée des éléments suivants :

- Modèle conceptuel de données
- Modèle physique de données
- Dictionnaire de données
- Description des actions et des services métiers du système
- Dossier des spécifications techniques
- Manuel administrateur

La réalisation d'une prestation de maintenance corrective, adaptative ou évolutive entraîne la mise à jour de tout élément impacté dans la documentation du site telle que définie ci-dessus, sans frais, dans le cadre du marché. La documentation du site n'est pas exhaustive et pourra être complétée.

3.4 – Garantie

Le titulaire garantit la qualité de ses développements (réalisés par bons de commande dans le cadre de la maintenance évolutive et adaptative) durant 3 mois à compter de la date du procès-verbal de réception définitive.

Durant cette période, le titulaire doit intervenir dans les mêmes conditions et délais que ceux fixés pour la prestation de maintenance corrective (cf. article 4.2 du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières).

A défaut, il s'expose ainsi aux pénalités de retard prévues à l'article 10 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

3.5 – Architecture technique

Le portail de bassin utilise les composants logiciels suivants :

OS	Linux Red Hat Centos 6.7
Serveur web	<ul style="list-style-type: none"> • Apache 2.2 • Langage de script serveur : PHP 5.4.45 • mySQL 5.5 • PHPmyAdmin 3.4.8
Espace d'information du public	SPIP 3.2
Espace de téléchargement des données	<ul style="list-style-type: none"> • Développement spécifique : basé sur Zend Framework 1 • Langage script client : JavaScript • Moteur cartographique : Geoserver 2.22.5, Geotools 8.4 et GeoSIE (https://forge.eaufrance.fr/projects/sie-geo-brick) • Métadonnées : geonetwork 3.0 • Stockage des données des référentiels pour l'accès aux données de mesures : PostgreSQL 9.4.6 / PostGis 2 • Administration Gestionnaire SGBR spatial : PgAdmin, PhpPgAdmin 5.1
Espace de travail collaboratif	SeedDMS version 4.3
Suivi d'audience	MATOMO 3.11

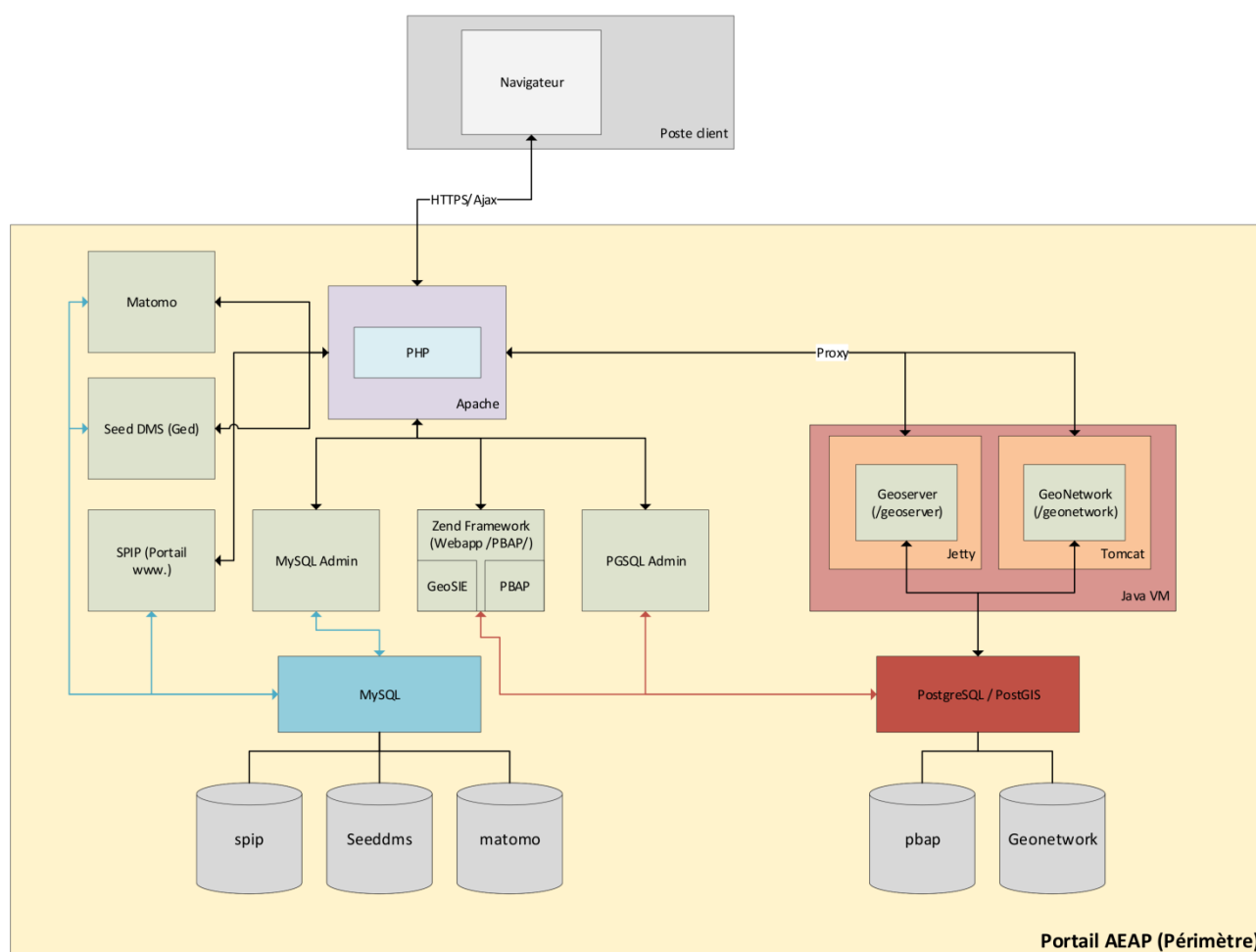


Figure 2 : Vue schématique de l'architecture technique du portail de bassin Artois-Picardie

Le portail est actuellement hébergé dans un environnement mutualisé sous forme d'une machine virtuelle.

Une copie de cette machine virtuelle pourra être fournie.

L'hébergement est externalisé auprès d'un prestataire qui a la responsabilité du bon fonctionnement de l'infrastructure matérielle et logicielle sur laquelle est implémentée l'applicatif.

Il a également la responsabilité de la mise en sécurité de la totalité du serveur.

ARTICLE 4 – NATURE DES PRESTATIONS ET LIVRABLES

Les prestations attendues distinguent :

- **La prise de connaissance** (cf. article 4.1), période d'un mois au cours de laquelle le titulaire se prépare à prendre en charge la tierce maintenance du site Internet PBAP ;
- **La maintenance corrective** (cf. article 4.2) comprenant :
 - ↳ La participation aux réunions périodiques et ponctuelles de suivi de la prestation,
 - ↳ Le traitement des non-conformités et la gestion des fiches associées ;
- **La maintenance évolutive et adaptative** (cf. article 4.3).

L'éventuelle **prestation de transfert de compétences** (cf. article 4.4) au terme du marché.

4.1 – La prise de connaissance

Dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du marché, le titulaire prend connaissance en détail du site Internet PBAP à maintenir. Il mène toutes les investigations qu'il juge utile pour acquérir cette connaissance.

L'Agence met à disposition toute la documentation disponible ainsi que les sources des sites. Elle fournit une copie de la machine virtuelle hébergeant le site web.

Le titulaire du marché pourra éventuellement bénéficier, selon ses besoins, d'une prestation de transfert de connaissance de la part du titulaire du précédent marché.

Pendant cette période :

- Le Chef de Projet Agence se rend aussi disponible que possible ;
- Les éventuelles demandes de corrections émises par l'Agence ne seront pas soumises au respect des délais prévus, en maintenance corrective ;
- L'Agence n'émettra pas de bons de commande de maintenance évolutive ou adaptative.

Le titulaire formalise cette prise de connaissance dans une note de synthèse.

↳ Livrables :

Au terme de la prestation de prise de connaissance, le titulaire remet à l'Agence une note de synthèse sur les actions mises en œuvre pour la prise de connaissance et un audit technique du système en vue de son amélioration.

↳ Unité d'œuvre pour la prise de connaissance du portail de bassin :

Code	Intitulé
UOP	Prise de connaissance du site Internet PBAP

4.2 – La maintenance corrective

Cette prestation fait l'objet d'une redevance forfaitaire annuelle. Elle porte sur l'ensemble du site Internet PBAP, objet du présent marché.

On entend par maintenance corrective l'ensemble des actions qui visent à assurer la conformité du site aux spécifications de sa dernière version en service.

La maintenance corrective consiste en la résolution de toute anomalie pouvant être déclarée par les services de l'Agence ou décelée par le titulaire pendant toute la durée du marché.

Cette maintenance concerne les développements déjà réalisés ainsi que les développements effectués dans le cadre de la maintenance adaptative ou évolutive.

La maintenance corrective comporte les activités suivantes :

- La coordination et la gestion de projet,
- La mise en place d'un outil de gestion des anomalies,
- La mise en place d'un outil de gestion des versions,
- La mise en place d'un environnement de tests identique à l'environnement de production,
- L'assistance téléphonique,
- La correction de tout dysfonctionnement du produit contraire aux exigences spécifiées,
- La mise à jour du référentiel documentaire,
- La participation aux réunions semestrielles et la rédaction des comptes rendus dans les 5 jours ouvrés,
- Le conseil relatif à l'évolution technique de la plateforme ainsi qu'à son bon fonctionnement,
- Toutes les charges afférentes à la maintenance annuelle du site.

La gestion de la prestation par le titulaire nécessite :

- Sa participation à des réunions de suivi périodiques (semestrielles) et ponctuelles ;
- La remise d'un compte rendu d'activité semestriel.

Les réunions de suivi périodiques sont assurées par le titulaire dans les locaux de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, ou par visioconférence après accord de l'Agence de l'Eau.

Au cours de ces réunions, le titulaire présente :

- Le planning des actions en cours,
- Les difficultés rencontrées,
- Le suivi des anomalies, indicateurs qualité, recettes et facturations,
- Un point sur la sécurité et la qualité,
- Un point sur les axes d'amélioration,
- Le planning des actions à venir.

L'ordre du jour et le support de la réunion seront fournis au moins 2 jours ouvrés avant la réunion.

Le titulaire rédige un compte-rendu dans les 5 jours ouvrés.

↪ **Traitement des non-conformités :**

Cette activité comprend la prise en compte de toute non-conformité signalée (couverte ou non par la garantie du titulaire) et la gestion des fiches associées.

Au fil de l'eau en période ouvrée, soit de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi sauf jours fériés, le titulaire prend en compte les fiches d'anomalies qui lui sont transmises par le chef de projet de l'Agence.

Que la non-conformité soit ou non couverte par la garantie du titulaire, celui-ci doit intervenir sans délai pour produire une analyse et un premier diagnostic.

Le titulaire du marché disposera d'un délai de :

- 2 jours ouvrés pour corriger les anomalies dans les cas bloquants,
- 5 jours ouvrés dans les cas d'anomalies non bloquantes.

↪ **Livrables :**

Un compte rendu semestriel de l'activité de maintenance.

➤ **Unité d'œuvre pour la maintenance corrective du portail de bassin :**

Code	Intitulé
UOP	Maintenance corrective annuelle du portail de bassin (forfait annuel)

4.3 – La maintenance évolutive et adaptative

La maintenance adaptative consiste en l'adaptation de l'application face à une évolution des logiciels d'exploitation ou en cas d'évolution de l'architecture technique, le tout à fonctionnalité constante.

La maintenance évolutive consiste en l'étude et la réalisation de modifications du site dues à un changement ou à un complément du périmètre fonctionnel.

Chaque demande de prestation de maintenance adaptative ou évolutive fera l'objet d'un bon de commande.

Pour chaque prestation, la procédure détaillée ci-dessous sera suivie.

➤ Demande de prestations :

Pour chaque prestation d'adaptation ou d'évolution demandée, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie fournira au titulaire du présent marché un ou plusieurs des éléments suivants :

- L'expression de besoins de la prestation attendue ;
- Le dossier de spécification générale ;
- Le dossier des spécifications fonctionnelles.

Il fixera également l'échéance à laquelle il souhaite que l'évolution ou l'adaptation soit mise en production.

➤ Etablissement du devis par le titulaire et du bon de commande :

Le titulaire établira un devis sur la base du nombre d'unités d'œuvre (UO) à réaliser dans le délai prévu dans son mémoire technique. Un planning prévisionnel de réalisation accompagnera le devis.

En cas d'accord, l'Agence de l'Eau rédigera un bon de commandes en termes de nombre et de type d'unités d'œuvre à réaliser. Elle le notifiera au titulaire qui garantira l'échéance précisée ainsi que le résultat de la commande. Le titulaire attestera de la bonne réception de la commande.

L'exécution de la prestation commence à partir de la notification de la commande au titulaire.

➤ Rédaction de l'étude détaillée et des spécifications techniques :

Le titulaire rédigera l'étude détaillée ainsi que les spécifications techniques avant réalisation, conformément aux attentes de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie. L'étude détaillée et les spécifications techniques feront l'objet d'une validation par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

➤ Réalisation des développements et vérification d'aptitude (VA) :

Après validation de l'étude détaillée et des spécifications techniques par l'Agence de l'eau, le titulaire réalisera les évolutions de l'application, les tests unitaires ainsi que les tests d'intégration sur un environnement de tests identique à l'environnement de production.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie disposera d'une période de 1 mois pour utiliser les développements dans un contexte de tests et vérifier la documentation fournie. Les anomalies durant cette période seront traitées selon les modalités de la maintenance corrective conformément à l'article 4.2.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie établira un procès-verbal de décision d'acceptation de la VA.

À compter de la date d'établissement du procès-verbal de décision d'acceptation, la mise en production pourra être effectuée.

➤ Mise en production et vérification de service régulier (VSR) :

Après établissement du procès-verbal de vérification d'aptitude (VA) provisoire par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire effectuera la mise en production de la nouvelle version chez le prestataire d'hébergement de la plate-forme.

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie disposera d'une période de 2 mois après la recette provisoire pour utiliser les développements dans un contexte opérationnel et vérifier la documentation fournie. Les anomalies durant cette période seront traitées selon les modalités de la maintenance corrective conformément à l'article 4.2.

La vérification d'aptitude (VA) définitive sera prononcée uniquement lorsque tous les problèmes signalés pendant cette période auront été traités. Si au terme de cette vérification, certains problèmes non bloquants subsistaient, l'Agence de l'Eau pourra prononcer la réception avec réserves.

La recette définitive conditionne le début de la période de garantie.

L'Agence de l'Eau dispose d'un délai maximal de 15 jours pour notifier sa décision de vérification de service régulier par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG-TIC.

↪ **Livrables :**

Outre les documents, comptes-rendus de réunions et procès-verbaux inhérents à toute méthode de gestion de projet, le titulaire du marché fournira à la maîtrise d'ouvrage :

- Les spécifications fonctionnelles et techniques détaillées,
- Les modèles de données du portail,
- Les fichiers sources commentés de l'application,
- Une notice explicative de l'architecture et de la procédure d'installation,
- Une notice d'utilisation.

4.3.1 – La maintenance adaptative

La maintenance adaptative consiste en l'adaptation de l'application face à une évolution des logiciels d'exploitation ou en cas d'évolution de l'architecture technique, le tout à fonctionnalité constante.

La maintenance adaptative fait appel à des unités d'œuvres liées à une évolution d'un composant technique (UOA).

La mise en œuvre de ces unités d'œuvre suit la procédure détaillée décrite précédemment.

↪ **Unités d'œuvre pour la maintenance adaptative :**

Code	Intitulé
UOA1a	Etude d'impact du changement de version du SGBD PostgreSQL
UOA1b	Réalisation du changement de version du SGBD PostgreSQL
UOA2a	Etude d'impact du changement de version du SGBD MySQL
UOA2b	Réalisation du changement de version du SGBD MySQL
UOA3a	Etude d'impact du changement de version de l'outil de développement PHP
UOA3b	Réalisation du changement de version de l'outil de développement PHP
UOA4a	Etude d'impact du changement de version du moteur cartographique GeoServer
UOA4b	Réalisation du changement de version du moteur cartographique GeoServer
UOA5a	Etude d'impact du changement de version de l'outil de gestion de contenu SPIP
UOA5b	Réalisation du changement de version de l'outil de gestion de contenu SPIP
UOA6a	Etude d'impact du changement de version de l'outil de gestion de l'espace collaboratif SeedDMS
UOA6b	Réalisation du changement de version de l'outil de gestion de l'espace collaboratif SeedDMS
UOA7a	Etude d'impact du changement de version de la brique GeoSIE
UOA7b	Réalisation du changement de version de la brique GeoSIE
UOA8a	Etude d'impact du changement de version de l'outil de métadonnées geonetwork
UOA8b	Réalisation du changement de version de l'outil de métadonnées geonetwork
UOA9a	Etude d'impact du changement de version de l'outil de suivi d'audience Matomo
UOA9b	Réalisation du changement de version de l'outil de suivi d'audience Matomo

4.3.2 – La maintenance évolutive

La maintenance évolutive consiste en l'étude et la réalisation de modifications du site dues à un changement ou à un complément du périmètre fonctionnel.

La maintenance évolutive fait appel à un ensemble d'unités d'œuvres de maintenance évolutive (UOE).

↳ **Unité d'œuvre pour la maintenance évolutive :**

Pour chaque demande d'évolution, le titulaire du marché fournira un devis décomposé en unités d'œuvre.

Le coût unitaire de chaque unité d'œuvre correspond à une journée de charge brute.

En fonction de la demande, le titulaire précisera les quantités, de chaque d'unité d'œuvre, nécessaires pour répondre à la demande.

Chaque unité d'œuvre intègre obligatoirement l'ensemble des activités directs ou indirects, des charges et des coûts liés à sa mise en œuvre.

Code	Intitulé
UOE1	Etude et conception
UOE2	Développement
UOE3	Intégration (recette provisoire & recette définitive)

➤ **UOE1 : Etude et conception**

- Condition de début : Commande Agence,
- Pièces en entrée : Expression des besoins et / ou étude fonctionnelle réalisée par l'Agence,
- Prestation : Etude et conception détaillée de la solution,
- Pièces en sortie : Dossier des spécifications détaillées, étude technique,
- Condition de fin : Validation des spécifications détaillées par l'Agence de l'Eau.

➤ **UOE2 : Développement**

- Condition de début : Dossier des spécifications détaillées validé par l'Agence de l'Eau,
- Pièces en entrée : Dossier des spécifications détaillées, étude technique,
- Prestation : Réalisation de l'évolution, tests unitaires, d'enchaînements et de non-régression,
- Pièces en sortie : Documentations techniques mises à jour,
- Condition de fin : Recette interne.

➤ **UOE3 : Intégration (recette provisoire et recette définitive)**

- Condition de début : Recette interne validée
- Pièces en entrée : Documentation technique
- Prestations :
 - Mise à disposition de l'applicatif et de ses évolutions sur une plate-forme de recette,
 - Formation éventuelle de l'administrateur du site,
 - Mise en production de la nouvelle version du portail sur la plateforme d'hébergement,
 - Correction des anomalies.
- Pièces en sortie :
 - Manuel d'installation mis à jour,
 - Manuel utilisateur mis à jour,
 - Manuel technique pour l'administration mis à jour,
 - PV de réception provisoire,
 - PV de réception définitif.
- Condition de fin : Réception définitive réalisée par l'Agence de l'Eau

4.4 – Le transfert de compétence (prestation de réversibilité)

Cette prestation fera l'objet d'un bon de commande.

Il s'agit de restituer la connaissance acquise par l'équipe du titulaire du marché vers l'Agence de l'Eau Artois-Picardie ou un tiers habilité par l'Agence, à la fin du marché ou en cas de résiliation du marché.

Le bon déroulement de cette prestation suppose la tenue à jour en continue d'un référentiel documentaire du marché.

Il s'agit de tous les documents fonctionnels et techniques relatifs au périmètre de ce marché :

- Le modèle et dictionnaire de données,
- Le dossier des spécifications détaillées,
- Le dossier d'installation et d'exploitation,
- Une synthèse des anomalies et leur résolution,
- Les informations de gestion des versions.

La prestation peut se décomposer en 5 étapes distinctes et successives :

- **Préparation** : L'Agence de l'Eau Artois-Picardie arrête la date de fin de réversibilité. Le titulaire soumet le référentiel documentaire à l'Agence pour validation.
- **Validation de la phase de préparation** : L'Agence de l'Eau valide le référentiel documentaire et arrête le périmètre des prestations à transférer.
- **Plan de dégagement du titulaire** : Le titulaire, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et l'équipe désignée par l'Agence de l'Eau Artois – Picardie définissent le plan de dégagement des équipes (diminution progressive d'activité pour le titulaire et montée en charge progressive pour la nouvelle équipe).
- **Transfert de compétence** : Le titulaire assurera la maintenance des applications en collaboration avec l'équipe « repreneuse » suivant le plan de dégagement du titulaire. Durant toute la période de réversibilité le titulaire garde la responsabilité des unités d'œuvre réalisées par lui ou par l'équipe « repreneuse ».
- **Bilan de réversibilité** : En fin de prestation de réversibilité, le titulaire présentera à l'Agence un bilan de la maintenance partagée (qui a fait quoi et ce qui reste à faire). Il présentera également son évaluation du niveau de connaissance et du degré d'autonomie de l'équipe « repreneuse ».

↪ **Livrables** :

Un compte-rendu de réversibilité.

↪ **Unité d'œuvre pour la réversibilité**

Code	Intitulé
UOR	Transfert de compétence (réversibilité)

4.5 – Contraintes

La conformité de l'application aux standards XHTML 1.0 strict et CSS2.0 du W3C doit permettre une compatibilité a priori avec l'ensemble des navigateurs conformes du marché. La validité des pages du site devra être démontrée en utilisant les outils de validation du W3C.

Les fonctionnalités complètes du site devront être démontrées avec les dernières versions des navigateurs Web suivants :

- Internet Explorer
- Firefox
- Opera
- Safari
- Chrome

Une compatibilité minimale, c'est-à-dire qui permettra un affichage complet des pages même si le style et la mise en forme prévus ne sont pas respectés, est demandée pour les versions antérieures de ces navigateurs.

Des services Web d'accès aux données devront être utilisés. Ces services Web respectent les [Spécifications Techniques](#) éditées par le SANDRE (Le Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau).

Des exemples de services Web normalisés par le Sandre peuvent être consultés sur le site du SANDRE : <http://sandre.eaufrance.fr>

ARTICLE 6 – CONDITIONS ET LIEU D'EXÉCUTION ET DE LIVRAISON

6.1 – Délais de réalisation (et de réception définitive)

A chaque réception des bons de commande, le titulaire du présent marché effectuera la prestation dans les délais indiqués par le bon de commande.

Si un retard est imputable à l'agence, un sursis d'exécution est accordé pour une durée égale à ce retard conformément à l'article 13.3.1 du CCAG-TIC.

Si un retard est imputable au titulaire, celui-ci encourt les pénalités conformément aux dispositions de l'article 10 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

6.2 - Lieu d'exécution

Chez le titulaire et au siège de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie à Douai (59500).

6.3 – Exécution du marché

La prestation devra être exécutée suivant les modalités définies dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 7 – EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie est engagée dans des actions qui visent à dépolluer l'eau. Dans ce cadre, les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : Il est exigé que le titulaire suive tout au long du marché une démarche éco responsable, à cet effet le titulaire se conforme aux exigences suivantes :

À cet effet, le titulaire et ses co-traitants/sous-traitants se conforment aux exigences définies ci-après :

- **Concernant les livrables à produire sur support dématérialisé :** le titulaire et ses co-traitants/sous-traitants privilégieront le partage des livrables prévus au présent marché via une plate-forme dédiée d'échange de documents, conformément à la proposition du titulaire remise à l'appui de son offre dans sa note méthodologique, afin de limiter la transmission en pièces jointes par messagerie électronique ; permettant ainsi de réduire l'empreinte environnementale du numérique dans l'exécution des prestations.

- **Concernant l'allègement des flux numériques :** il est attendu du titulaire et ses co-traitants/sous-traitants rendent compte des actions réalisées afin de réduire son empreinte écologique en matière d'hébergement et tri de données, de gestion des courriels raisonnée. Pour le suivi des prestations, le titulaire et ses co-traitants/sous-traitants utilisent les échanges par voie dématérialisée et un espace collaboratif pour le partage d'informations, de fichiers, et de documentations afin de limiter l'échange de courriels et le volume des données échangées.

En cas de non-respect de cette exigence, une pénalité pourra être appliquée selon les modalités définies au C.C.A.P.